

TABLE DE MATIERES

TITRE PREMIER :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES	1
-------------------------------------	----------

TITRE II

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	3
--	----------

Chapitre I : Sessions.....	3
Chapitre II : Bureau d'âge	4
Chapitre III : Admission - Démission - Congés	5
Chapitre IV : Bureau de l'Assemblée nationale : composition, mode d'élection.....	7
Chapitre V : Pouvoirs et fonctionnement du Bureau de l'Assemblée nationale.....	10
Chapitre VI : Contrôle de l'ççction du Bureau.....	13
Chapitre VII : Les Groupes parlementaires	13
Chapitre VIII : Les Commissions	16
Chapitre IX : Organisation des Services Administratifs de l'Assemblée nationale	26
Chapitre X : Police	26
Chapitre XI : Discipline.....	29
Chapitre XII : Immunité	31

TITRE III :

PROCÉDURE LÉGISLATIVE	33
------------------------------------	-----------

Chapitre I : La Conférence des Présidents.....	33
Chapitre II : L'ordre du jour	35
Chapitre III : Initiative, Dépôt des Projets et Propositions de Loi	35
Chapitre IV : Séances plénières.....	37
Chapitre V : Mode de votation.....	43
Chapitre VI : Discussion des projets et propositions de loi	46
A – Discussion immédiate :	46
B - Discussion ordinaire :	46
C – Examen simplifié :	48
Chapitre VII : Amendements	49
Chapitre VIII : Adoption.....	52

TITRE IV :

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX LOIS DE FINANCES	53
--	-----------

Chapitre I : Débat d'Orientation Budgétaire.....	53
Chapitre II : Dépôt et présentation de la Loi de Finances	55
Chapitre III : Discussion du projet de Loi de Finances en Commission	55
Chapitre IV : Adoption du projet de Loi de Finances	56
Chapitre V : Lois de Règlement	57

TITRE V :

CONTRÔLE PARLEMENTAIRE ET MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITÉ

GOVERNEMENTALE.....	58
----------------------------	-----------

Chapitre I : Questions écrites et orales	59
Chapitre II : Interpellations et Questions d'actualité.....	61
Chapitre III : Enquête et Contrôle.....	64
Chapitre IV : Mise en jeu de la responsabilité Gouvernementale	66

TITRE VI :

DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE	69
--	-----------

TITRE VII :

DU RAPPORT AVEC LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	71
--	-----------

TITRE VIII :

DISPOSITIONS DIVERSES	71
------------------------------------	-----------

du 22 mars 2017

portant Règlement intérieur de
l'Assemblée nationale, modifiée
et complétée par la Résolution n°
003/AN du 9 août 2017.

TITRE PREMIER :
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier : Conformément à l'article 94 de la Constitution du 25 novembre 2010, le présent Règlement Intérieur détermine :

- la composition, les règles de fonctionnement du Bureau ainsi que les pouvoirs et prérogatives de son président ;
- la procédure de destitution du Président de l'Assemblée nationale ;
- la création de commissions d'enquêtes et de contrôle parlementaires ainsi que des missions d'information dans le cadre du contrôle de l'action gouvernementale ou sur toute question d'intérêt national ;
- le nombre, le mode de désignation, la composition, le rôle et la compétence des commissions permanentes ainsi que celles qui sont spéciales et temporaires ;
- l'organisation des services administratifs dirigés par un secrétaire général placé sous l'autorité du Président de l'Assemblée nationale ;
- le régime disciplinaire des députés lors des séances de l'Assemblée nationale ;

- les modes de scrutin régissant les élections au sein de l'Assemblée nationale, à l'exclusion de ceux prévus expressément par la Constitution ;
- les conditions d'exercice du droit d'interpellation, les règles applicables en matière de questions écrites et orales, les questions d'actualité, ainsi que les mesures à prendre par l'Assemblée nationale à l'égard du Premier Ministre ou tout membre du Gouvernement refusant de répondre à une interpellation ou à une demande d'information de l'Assemblée nationale ;
- la procédure de mise en jeu de la responsabilité du Gouvernement ;
- la procédure d'installation de la législature.

Article 2 : Les membres de l'Assemblée nationale portent le titre de *député*. Ils sont élus pour cinq (5) ans.

Article 3 : L'Assemblée nationale de la République du Niger a son siège à Niamey. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national lorsque les circonstances l'exigent.

Article 4 :

1. L'Assemblée nationale jouit de l'autonomie financière.
2. Un règlement financier et comptable détermine les modalités de cette autonomie financière en fixant les règles d'élaboration, d'adoption, d'exécution et de contrôle du Budget de l'Assemblée nationale.
3. Le Budget de l'Assemblée nationale, arrêté et approuvé par le Bureau, est annexé au Budget général de l'État.

TITRE II :
ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE
NATIONALE

Chapitre I : Sessions

Article 5 :

1. Conformément à l'article 91 de la Constitution, l'Assemblée Nationale se réunit de plein droit, chaque année en deux (2) sessions ordinaire sur convocation de son Président.
2. La première session s'ouvre la première semaine du mois de mars et ne peut excéder quatre-vingt-dix (90) jours.
3. La seconde session dite session budgétaire, s'ouvre la première semaine du mois d'octobre et ne peut excéder soixante (60) jours.
4. Le Président de la République convoque la première session extraordinaire de l'Assemblée Nationale en vue de l'installation de la législature.

Article 6 : (Résolution n° 003/AN du 9 août 2017)

1. Conformément à l'article 92 de la Constitution, l'Assemblée nationale est convoquée en session extraordinaire par son Président sur un ordre du jour déterminé, à la demande du Premier Ministre ou des deux cinquième (2/5) des Députés.
2. Les sessions extraordinaires, hors les cas où elles ont lieu de plein droit, sont ouvertes et closes par décret du Président de la République. Leur durée ne peut excéder quinze (15) jours. La clôture intervient sitôt l'ordre du jour épuisé.
3. Les sessions extraordinaires de plein droit interviennent au plus trois jours francs après :

- la prise par le Président de la République des mesures exceptionnelles dans les conditions définies par l'article 67 de la Constitution ;
 - la vacance de la présidence de l'Assemblée nationale par décès, démission ou toute autre cause, au cours d'une intersession ;
 - l'état de siège décrété conformément à l'article 105 de la Constitution.
4. Étant de plein droit, lesdites sessions ne donnent lieu à aucune convocation. Elles n'ont pour objet que de délibérer sur les questions qui ont motivé leur tenue.
5. La session est close sitôt l'ordre du jour épuisé.

Chapitre II : Bureau d'âge

Article 7 :

1. La première séance de chaque législature est présidée par le plus âgé des députés présents jusqu'à l'élection du Président de l'Assemblée nationale.
2. Les deux plus jeunes députés présents remplissent le rôle de secrétaires jusqu'à l'élection du Bureau définitif.
3. Les membres du Bureau d'âge doivent savoir lire et écrire en langue officielle.
4. Aucun débat dont l'objet est étranger à l'élection du Président de l'Assemblée nationale ne peut avoir lieu sous la présidence du doyen d'âge. Toutefois, il est fait exception à cette règle pour l'élaboration ou l'interprétation du Règlement Intérieur de l'Assemblée nationale.

Chapitre III : Admission - Démission - Congés

Article 8 :

1. Á l'ouverture de la première séance de la législature, le doyen d'âge communique à l'Assemblée nationale la liste des députés transmise par le Gouvernement conformément à l'arrêt de validation et de proclamation des résultats définitifs des élections législatives de la Cour Constitutionnelle.
2. Il en ordonne l'affichage immédiat et la publication à la suite du procès-verbal intégral de la séance.

Article 9 : La communication des requêtes en contestation d'élection et des décisions de rejet, de validation, d'invalidation ou d'annulation rendues par la Cour Constitutionnelle est faite par le doyen d'âge ou par le Président de l'Assemblée nationale, à l'ouverture de la première séance suivant leur réception.

Article 10 : (Résolution n° 003/AN du 9 août 2017)

1. Tout député à l'Assemblée nationale peut se démettre de ses fonctions. La démission est adressée par écrit au Président qui en donne connaissance à l'Assemblée nationale dès la prochaine séance, si elle est en session. Hors session, le Président prend acte de la démission qui lui est adressée et informe l'Assemblée nationale dès la prochaine session. L'acte de démission est inséré au Journal Officiel.
2. La démission d'un député est d'office lorsqu'il :
 - est nommé membre du gouvernement ;

- exerce toute fonction publique, exception faite du cas du personnel enseignant-chercheur de l'enseignement supérieur et des médecins spécialistes ;
 - occupe un emploi de salarié ;
 - occupe un emploi rémunéré par un État étranger ou une organisation internationale ;
3. Le député est tenu, sauf justification valable, de prendre part aux séances de la plénière et aux travaux des commissions sous peine de sanctions pécuniaires.
 4. Lorsqu'un membre de l'Assemblée nationale aura manqué au cours de son mandat à la totalité des séances de l'une des deux sessions ordinaires, sans excuse valable admise par l'Assemblée nationale, il est suspendu d'office par cette dernière.
 5. L'Assemblée nationale invite le député intéressé à fournir toute explication ou justification qu'il jugerait nécessaire et lui impartit un délai à cet effet.

Après examen de ladite explication ou justification ou, à l'expiration du délai imparti, l'Assemblée nationale à la majorité des deux tiers (2/3) des membres présents se prononce sur l'absence du député et saisit, le cas échéant, la Cour Constitutionnelle qui constate la démission du député.
 6. La démission d'un député est constatée dans tous les cas par la Cour Constitutionnelle saisie à cet effet par le Bureau de l'Assemblée nationale.
 7. En cas de décès, de démission, d'empêchement définitif dûment constatés par la Cour Constitutionnelle au cours de la législature, le député est remplacé d'office par son suppléant.

8. Le nom du nouveau député qui supplée, dans les cas énumérés plus haut, est annoncé à l'Assemblée nationale par son Président à l'ouverture de la première séance à laquelle il prend part.
9. Il en est de même du nom du député élu à la suite d'une élection partielle en application des dispositions pertinentes du Code Électoral.
10. Hors session et dans l'attente de l'annonce prévue aux alinéas précédents, le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la communication du nom du nouveau député par un avis inséré au Journal Officiel.
11. Les modalités d'application des alinéas 4 et 5 de cet article sont précisées par arrêté du Président de l'Assemblée nationale après avis du Bureau.

Article 11 : (Résolution n° 003/AN du 9 août 2017)

1. Tout membre de l'Assemblée nationale peut s'excuser de ne pouvoir assister à une séance déterminée. Le député qui désire s'excuser pour plus de quatre (4) séances, doit solliciter un congé auprès du Président de l'Assemblée nationale. La demande doit faire l'objet d'une déclaration écrite et motivée après avis du Président du Groupe parlementaire.
2. Le congé qui ne peut excéder la durée d'une session, prend fin par une déclaration personnelle, écrite du membre de l'Assemblée nationale.
3. Le député qui aura enfreint aux dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article perd le bénéfice de l'indemnité parlementaire correspondant à la durée de son absence.

Chapitre IV : Bureau de l'Assemblée nationale : composition, mode d'élection

Article 12 :

1. Le Bureau de l'Assemblée nationale doit refléter la configuration politique de l'Assemblée nationale.
2. Il comprend, outre le Président :
 - un (1) vice-président par groupe parlementaire ;
 - un (1) secrétaire parlementaire par groupe parlementaire ;
 - trois (3) questeurs.
3. L'ordre de préséance des Vice-présidents est fonction de la taille des groupes parlementaires.

Article 13 :

1. Les présidents des groupes parlementaires ou les candidats eux-mêmes s'ils sont non-inscrits se réunissent en vue d'établir, dans l'ordre de présentation qu'ils déterminent, la liste des candidats aux diverses fonctions du Bureau.
2. Les candidatures doivent être déposées, au moins une demi-heure avant l'heure fixée pour l'ouverture du scrutin, par les Présidents des différents groupes parlementaires ou par les candidats eux-mêmes s'ils sont non-inscrits auprès du Président du Bureau d'âge pour l'élection du Président de l'Assemblée nationale et auprès du Président de l'Assemblée nationale pour les autres membres du Bureau.
3. Les groupes parlementaires organisent en leur sein des primaires en vue de déterminer les candidatures aux différents postes du Bureau. A défaut de consensus, des élections sont organisées au sein des groupes. Dans tous les cas, seuls les candidats retenus par les groupes sont présentés au vote de la plénière.

Article 14 :

1. Le Président et les autres membres du Bureau sont élus, en séance publique, au scrutin uninominal.
2. Le vote est secret et a lieu à la majorité absolue des votants.
3. Trois scrutateurs, tirés au sort parmi les députés, dépouillent le scrutin et procèdent au décompte des voix et le président de séance proclame les résultats.
4. En cas de pluralité de candidatures, si la majorité absolue n'est pas atteinte aux deux premiers tours du scrutin, au troisième tour la majorité relative suffit, et en cas d'égalité des suffrages, la séance est suspendue pour permettre des consultations. A la reprise, si l'égalité persiste après un quatrième tour, le plus âgé des candidats est élu.
5. Dès que le Président de l'Assemblée nationale est élu, et après la prestation de son serment, le doyen d'âge lui cède le fauteuil.
6. Après l'élection et la mise en place des membres du Bureau, le Président de l'Assemblée nationale fait connaître la composition du Bureau au Président de la République, au Président de la Cour Constitutionnelle et au Premier Ministre.

Article 15 :

1. Le Président de l'Assemblée nationale est élu pour la durée de la législature.
2. Les autres membres du Bureau sont élus chaque année à la première session ordinaire. Ils sont rééligibles. L'élection doit intervenir avant la fin de leur mandat.
3. En cas de vacance de la présidence de l'Assemblée nationale par décès, démission, destitution ou toute autre cause, l'Assemblée

nationale élit un nouveau Président dans les quinze (15) jours qui suivent la vacance si elle est en session ; dans le cas contraire, elle se réunit de plein droit dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur.

4. En cas de décès ou de démission d'un membre du Bureau de l'Assemblée nationale, autre que le Président, il est procédé à son remplacement à l'une des premières séances qui suivent celle de l'annonce de la vacance.
5. Le membre ainsi élu continue le mandat de celui qu'il remplace.
6. Les renouvellements et les remplacements des membres du Bureau se font dans les conditions fixées aux articles 13 et 14 du présent Règlement intérieur.

Article 16 : La composition du Bureau de l'Assemblée nationale et les modifications qui s'y rapportent sont publiées au Journal Officiel.

Chapitre V : Pouvoirs et fonctionnement du Bureau de l'Assemblée nationale

Article 17 :

1. Le Bureau a tous pouvoirs de présider aux délibérations de l'Assemblée nationale, organiser et diriger tous les services dans les conditions déterminées par le présent Règlement Intérieur.
2. Il représente l'Assemblée nationale à toutes les cérémonies officielles.
3. Il détermine par un Règlement administratif et un Règlement financier et comptable l'organisation et le fonctionnement des services de l'Assemblée nationale. Il fixe les modalités d'application, d'interprétation et d'exécution, par les différents services, des dispositions du présent Règlement Intérieur, ainsi que du statut du personnel et les rapports entre l'administration de l'Assemblée nationale et les organisations professionnelles du personnel.

4. Il entretient et développe la coopération avec d'autres parlements, associations et organisations parlementaires.
5. Les membres du Bureau sont collégialement responsables des actes décidés par le Bureau.
6. Le Bureau élabore et adopte un règlement Intérieur pour son fonctionnement et les attributions de ses membres.

Article 18 :

1. Le Bureau de l'Assemblée nationale se réunit sur convocation de son Président tous les quinze (15) jours pendant les sessions et une fois par mois hors session. Il peut également se réunir toutes les fois que les conditions l'exigent, sur convocation de son Président ou à la demande de la majorité simple de ses membres.
2. Le Secrétaire Général de l'Assemblée nationale assure le secrétariat des réunions du Bureau.
3. Le Directeur de Cabinet assiste le Président de l'Assemblée nationale pendant les réunions du Bureau.

Article 19 :

1. Le Président préside les réunions du Bureau, la conférence des présidents, les séances solennelles et plénières de l'Assemblée nationale ainsi que toutes les manifestations officielles au niveau de celle-ci.
2. Il a la haute direction des débats de l'Assemblée nationale dont il est la plus haute autorité.
3. Il nomme, après avis conforme de la majorité des membres du Bureau, le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint. Il nomme aux autres emplois après avis du Bureau.

4. Le Président de l'Assemblée nationale est Ordonnateur principal des dépenses de l'Assemblée nationale. Il peut déléguer cette fonction aux Vice-présidents ou aux questeurs dans les conditions fixées par un arrêté.
5. La responsabilité individuelle du Président de l'Assemblée nationale ne peut être engagée que dans le cadre de l'exercice de ses pouvoirs propres.

Article 20 : Les vice-présidents suppléent le Président de l'Assemblée nationale en cas d'absence ou d'empêchement et ce, dans l'ordre de préséance. Ils peuvent se voir confier par le Bureau des tâches spécifiques.

Article 21 : Les Questeurs, sous l'autorité et le contrôle du Bureau, sont chargés de la gestion des affaires financières de l'Assemblée nationale. Aucune dépense ne peut être engagée sans le visa d'au moins un questeur.

1. À ce titre, ils disposent des services financiers.
2. Ils préparent, sous la haute direction du Président de l'Assemblée nationale le projet de budget de l'Assemblée nationale.
3. Avant l'examen du projet de budget de l'Assemblée nationale par le Bureau, celui-ci est soumis à l'avis préalable de la Commission des Finances et du Budget.

Article 22 :

1. Les Secrétaires parlementaires dressent les comptes rendus sommaires des séances et en donnent lecture si elle est demandée.
2. Ils inscrivent les députés qui demandent la parole, contrôlent les appels nominaux et constatent les votes à main levée ou par assis et levé.

3. Ils dépouillent les scrutins, contrôlent les délégations de vote, enregistrent les sanctions en vue de l'application des dispositions des articles 45, 46 et 47 du Règlement Intérieur.
4. Ils supervisent la rédaction des procès-verbaux intégraux des séances de l'Assemblée nationale.

Chapitre VI : Contrôle de l'action du Bureau

Article 23 :

1. Les ordonnateurs de l'Assemblée nationale, en raison de l'exercice de leurs attributions, encourent une responsabilité disciplinaire, pénale et civile sans préjudice des sanctions qui peuvent leur être infligées par la juridiction nationale chargée de la vérification des comptes pour faute de gestion.
2. À ce titre, l'Assemblée nationale, à la majorité absolue de ses membres, peut démettre les ordonnateurs en cas de faute de gestion conformément à l'article 76 de la loi n° 2012-09 du 26 mars 2012, portant Loi Organique relative aux Lois de Finances.
3. Nonobstant cette sanction, le mis en cause garde son statut de député.

Chapitre VII : Les Groupes parlementaires

Article 24 :

1. Les députés s'organisent par affinités politiques. Aucun groupe ne peut, à sa création, comprendre moins de treize (13) membres de l'Assemblée nationale.
2. En cas de désaccords politiques sur le positionnement majorité/opposition au sein d'un groupe parlementaire, en cours de législature, les députés du groupe concernés peuvent recomposer un autre groupe conformément à l'alinéa ci-dessus, ou adhérer à un

groupe de leur choix. Ils en font la déclaration solennelle devant la plénière de l'Assemblée nationale.

3. En cas d'exclusion de membres, en cours de législature, le groupe parlementaire peut poursuivre ses activités avec les membres restants sans que toutefois leur nombre ne soit inférieur à huit (8) députés.
4. Les groupes se constituent en remettant à la Présidence de l'Assemblée nationale une déclaration politique signée de leurs membres. Cette déclaration est accompagnée :
 - de la liste des membres du groupe ;
 - de la liste des députés apparentés, s'il y a lieu ;
 - du nom du Président du groupe.
5. Ces documents sont publiés au Journal Officiel.
6. Un député ne peut faire partie que d'un seul groupe. Les députés qui n'appartiennent à aucun groupe peuvent s'apparenter à un groupe de leur choix, avec l'agrément du Bureau de ce groupe. Ils comptent pour le calcul des sièges accordés au groupe dans les commissions. Le ou les députés qui s'apparentent à un groupe parlementaire en font la déclaration solennelle.
7. Tout député qui n'appartient ou ne s'apparente à aucun groupe est dit non-inscrit.
8. Tout groupe parlementaire doit élire son Bureau composé comme suit :
 - un président ;
 - un vice-président ;
 - un rapporteur ;
 - un trésorier.
9. Les Présidents des groupes parlementaires sont membres de droit de la Conférence des Présidents. Ils peuvent se faire suppléer en cas d'empêchement par un membre du Bureau de leur groupe.

Article 25 :

1. Les groupes assurent leur service intérieur par un personnel dont ils règlent eux-mêmes le recrutement et le mode de rétribution. Le statut, les conditions d'installation matérielle de ce personnel d'appui et les droits d'accès et de circulation de celui-ci dans le Palais de l'Assemblée nationale sont fixés par le Bureau de l'Assemblée nationale sur proposition des Questeurs et des Présidents des groupes.
2. Le Bureau de l'Assemblée nationale alloue à chaque groupe parlementaire une dotation pour la prise en charge :
 - des frais de location, de fonctionnement et d'équipement du siège ;
 - de la rétribution d'un personnel d'appui composé de :
 - deux conseillers dont un juridique;
 - un assistant administratif ;
 - un secrétaire ;
 - un chauffeur ;
 - un planton ;
 - un gardien.

Article 26 : Pendant la législature, tout député qui démissionne de son parti politique perd son siège et est remplacé par son suppléant. Le député qui est exclu de son parti siège comme indépendant au sein de l'Assemblée nationale. Il ne peut, en aucun cas, s'affilier à un autre groupe parlementaire au cours de la législature.

Article 27 : Après constitution des groupes, le Président de l'Assemblée nationale réunit leurs représentants en vue de procéder à la division de la salle des séances en autant de secteurs qu'il y a de groupes, et de déterminer la place des députés non-inscrits par rapport aux groupes.

Article 28 : Est interdite la constitution de groupe de défense d'intérêts particuliers, locaux ou professionnels.

Article 29 :

1. Outre les groupes parlementaires, les députés peuvent sous l'égide de l'Assemblée nationale, s'organiser en groupes afin de promouvoir l'amitié et la coopération avec d'autres institutions parlementaires.
2. Ils peuvent également s'organiser en réseaux pour promouvoir certaines thématiques d'intérêt général.

Chapitre VIII : Les Commissions

Article 30 :

1. Au début de chaque législature, après l'élection du Bureau définitif, l'Assemblée nationale constitue pour l'étude des affaires qui lui sont soumises, sept (7) commissions générales permanentes comprenant au moins *vingt (20) membres*. Elles prennent les dénominations suivantes :
 - I. Commission des Affaires Économiques et du Plan (CAE/P) ;
 - II. Commission des Affaires Étrangères et de la Coopération (CAE/C) ;
 - III. Commission des Affaires Générales et Institutionnelles (CAG/I) ;
 - IV. Commission des Affaires Sociales et Culturelles (CAS/C) ;
 - V. Commission de la Défense et de la Sécurité (CD/S) ;
 - VI. Commission du Développement Rural et de l'Environnement (CDR/E) ;
 - VII. Commission des Finances et du Budget (CFB) ;

I – La Commission des Affaires Économiques et du Plan est compétente dans les matières suivantes :

- lois de plan et de programme ;
- industrie ;
- artisanat ;
- mines ;
- énergie ;
- commerce ;
- transports ;
- information et communication ;
- travaux publics ;
- tourisme et hôtellerie ;
- services ;
- urbanisme, habitat et assainissement ;
- aménagement du territoire.

II – La Commission des Affaires Étrangères et de la Coopération est compétente dans les matières suivantes :

- relations internationales ;
- politiques extérieures ;
- coopération ;
- intégration sous régionale, régionale et africaine ;
- questions de frontières ;
- Nigériens à l'étranger ;
- traités et accords internationaux relevant de sa compétence en relation avec la ou les commission(s) dont relève la matière.

III – La Commission des Affaires Générales et Institutionnelles est compétente dans les matières suivantes :

- lois constitutionnelles et électorales ;
- règlement de l'Assemblée nationale ;
- immunité parlementaire ;
- justice et organisation judiciaire ;
- administration générale du territoire et des collectivités territoriales ;
- législation civile, administrative et pénale ;
- administration publique de l'État ;
- droits de l'Homme.

IV – La Commission des Affaires Sociales et Culturelles est compétente dans les matières suivantes :

- éducation et recherche ;
- santé publique ;
- promotion de la femme ;
- protection de l'enfant ;
- travail et emploi ;
- arts et lettres ;
- affaires sociales ;
- affaires culturelles, coutumières et religieuses ;
- jeunesse, Sports et loisirs ;
- sécurité sociale ;
- famille ;
- populations ;
- pensions civiles et militaires ;
- personnes âgées et personnes handicapées.

V – La Commission de la Défense et de la Sécurité est compétente dans les matières suivantes :

- organisation générale de la défense et de la sécurité ;
- politique de coopération en matière de défense ;
- régime de l'État d'urgence et de l'État de siège ;
- statut du personnel militaire, des Forces de sécurité publique et assimilées ;
- sujétions imposées dans l'intérêt de la défense nationale et de la sécurité publique aux citoyens en leur personne et en leurs biens ;
- lois de programmes et de plans militaires ;
- service national ;
- service militaire ;
- justice militaire.

VI – La Commission du Développement Rural et de l'Environnement est compétente dans les matières suivantes :

- agriculture ;
- élevage ;
- pêche ;
- pisciculture ;
- apiculture ;
- chasse ;
- gestion de la faune et de la flore ;
- environnement ;
- changement climatique ;
- hydraulique ;
- les organismes ruraux à caractère associatif et mutualiste ;
- gestion des ressources naturelles ;
- gestion du foncier rural ;
- alimentation

VII – La Commission des Finances et du Budget est compétente dans les matières suivantes :

- questions financières intérieures et extérieures ;
- recettes et dépenses de l'État ;
- exécution du Budget de l'État ;
- monnaie, épargne et crédit ;
- domaine public et privé de l'État et des Collectivités territoriales ;
- assurances ;
- suivi financier des entreprises publiques.

2. L'Assemblée nationale peut en outre constituer des commissions spéciales d'enquête ou de contrôle pour un objet déterminé.
3. La délibération portant création d'une commission spéciale d'enquête ou de contrôle fixe également la procédure à suivre pour la nomination de ses membres.
4. Les commissions peuvent constituer des sous-commissions dont elles déterminent la composition et la compétence.
5. Deux ou plusieurs commissions ou sous-commissions peuvent procéder, au cours de réunions communes, à l'examen de question entrant dans leurs compétences.
6. Les commissions et sous-commissions peuvent valablement siéger en dehors des sessions dans les conditions déterminées par le Bureau de l'Assemblée nationale.
7. Les commissions générales permanentes peuvent mener des investigations dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques de leurs domaines de compétence. Elles rendent compte à la plénière de l'Assemblée nationale.

8. Une délibération du Bureau de l'Assemblée nationale détermine les modalités et les mécanismes de mise en œuvre de cette évaluation.

Article 31 :

1. La liste des candidats aux différentes commissions est établie par le Bureau de l'Assemblée nationale, sur proposition des Présidents des groupes parlementaires ou des intéressés s'ils sont non-inscrits. Cette liste est soumise à la ratification de l'Assemblée nationale.
2. Dans chaque commission, les groupes parlementaires sont représentés proportionnellement à leur importance numérique.
3. Le Président de l'Assemblée nationale ne peut faire partie des commissions ; toutefois, il peut assister à toutes les séances sans prendre part aux votes.
4. Tout député doit obligatoirement être membre d'une seule commission.
5. La liste des membres des commissions est publiée au Journal Officiel.

Article 32 :

1. Chaque commission, après sa désignation, est convoquée par le Président de l'Assemblée nationale à l'effet d'élire son Bureau composé d'un Président, d'un vice-président et de deux (2) Rapporteurs. Le Bureau de chaque commission est mis en place après concertation des groupes parlementaires, en tenant compte des attributions des commissions et des capacités des candidats.
2. Le Bureau de la Commission des Finances et du Budget comporte en outre un Rapporteur Général.
3. Les membres du Bureau de l'Assemblée nationale ne peuvent être membres des Bureaux des Commissions générales permanentes.

4. Les Bureaux des commissions sont renouvelés chaque année au cours de la première session ordinaire. Les membres sont rééligibles.

Article 33 :

1. À la diligence du Président de l'Assemblée nationale et après décision de la plénière, les commissions sont saisies de tous les projets ou propositions de loi entrant dans leur champ de compétence ainsi que des pièces et documents s'y rapportant.
2. Le renvoi à une commission spéciale peut être décidé par l'Assemblée nationale.
3. Dans le cas où une commission se déclarerait incompétente, ou en cas de conflit entre deux ou plusieurs commissions, le Président soumet la question à la décision de l'Assemblée nationale.
4. Le Président peut demander à une autre commission générale permanente de donner son avis sur la proposition de loi élaborée par la Commission générale permanente compétente.
5. Le rapport sur le fond d'une affaire ne peut être confié qu'à une seule commission, les autres commissions peuvent être saisies pour avis sur la même affaire.
6. Chacune des commissions générales permanentes peut désigner l'un de ses membres qui participe de droit, avec voix consultative, aux travaux de la Commission des Finances et du Budget pendant l'examen des articles de loi ou des crédits qui relèvent de sa compétence.
7. Les propositions de loi ayant une incidence financière sont, avant d'être présentées à l'Assemblée nationale, obligatoirement soumises à l'avis de la Commission des Finances et du Budget.

Article 34 : (Résolution n° 003/AN du 9 août 2017)

1. Les commissions sont convoquées à la diligence de leur président, quarante-huit (48) heures avant leur réunion, sauf cas d'urgence. Ce délai est porté à une semaine au maximum pendant les intersessions.
2. Elles ne peuvent pas siéger en même temps que la plénière de l'Assemblée nationale, sauf cas d'urgence ou de nécessité.
3. La présence aux réunions des commissions est obligatoire ; toutefois, en cas d'empêchement, un commissaire peut déléguer ses pouvoirs, par écrit, à un autre membre de la commission.
4. Nul ne peut recevoir plus d'une délégation de vote.
5. Tout commissaire qui manque aux réunions de la commission, sans justification valable admise par le Président de la commission, perd le bénéfice de l'indemnité parlementaire correspondant au nombre de jours d'absence. Le secrétariat de la commission tient à cet effet une liste de présence qui est transmise à la fin de chaque mois à la questure pour dispositions à prendre.
6. La décision du Président de l'Assemblée nationale est prise après avis du Bureau.
7. Tout député a le droit d'assister aux séances des commissions et de participer à leurs débats ; toutefois, seuls les membres de la commission ont le droit de participer au vote.
8. Les rapporteurs des commissions saisies pour avis peuvent participer, avec voix consultative, aux travaux de la Commission saisie au fond. Réciproquement, le rapporteur de la commission saisie au fond a le droit de participer, avec voix consultative, aux travaux des commissions saisies pour avis.

9. Le Président de la République et le Gouvernement doivent être tenu informés de l'ordre du jour des travaux des commissions. Les ministres peuvent assister aux séances des commissions et se faire entendre par elles. Ils peuvent se faire assister par leurs collaborateurs.

Article 35 :

1. Les commissions peuvent entendre les auteurs des propositions de loi ou les résolutions lors de la discussion de celles-ci. Elles peuvent également entendre les organisations socioprofessionnelles et toutes autres personnes concernées.
2. Les commissions générales permanentes peuvent entendre tout membre du Gouvernement ou toute personne susceptible de leur apporter son concours. Ils sont tenus d'y répondre.
3. Les commissions peuvent décider de tenir leurs travaux à huis clos.

Article 36 :

1. Les commissions sont toujours en nombre pour discuter, mais la présence de la majorité absolue de leurs membres est nécessaire pour la validité de leur vote, si un tiers (1/3) des membres présents le demande.
2. Si ce quorum n'est pas atteint avant le vote, la séance est suspendue ; à sa reprise, le vote devient valable quel que soit le nombre de votants.
3. Le Président d'une commission n'a pas voix prépondérante ; en cas de partage égal des voix, la disposition mise aux voix n'est pas adoptée.

Article 37 :

1. Les décisions des commissions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les rapports et avis des Commissions doivent être

approuvés en Commission avant leur dépôt sur le Bureau de l'Assemblée nationale.

2. En cas d'urgence entraînant discussion immédiate dans les conditions fixées à l'alinéa 1^{er} de l'article 86 du présent Règlement Intérieur, les Commissions et, notamment, celles qui sont saisies pour avis, peuvent présenter leurs rapports ou avis verbalement lors de la discussion en séance publique.

Article 38 : (Résolution n° 003/AN du 9 août 2017)

1. L'Assemblée nationale publie un Bulletin des commissions dans lequel sont indiqués notamment les noms des membres présents, excusés et absents, les décisions des commissions ainsi que les résultats des votes.
2. Seuls les membres de l'Assemblée nationale et les membres du Gouvernement ont la faculté de prendre communication sur place des Bulletins des commissions et des documents qui leur ont été remis. Les bulletins ont un caractère confidentiel. Ils ne peuvent être publiés ni communiqués à la presse.
3. A l'issue d'une législature tous les textes qui n'ont pas été examinés par l'Assemblée nationale sont sans objet.
4. À l'expiration de la législature les bulletins et documents sont déposés aux archives de l'Assemblée nationale.
5. Le Secrétaire Général veille à l'établissement des bulletins des commissions.
6. Le Secrétariat général assure les relations entre les commissions et les services extérieures à l'Assemblée nationale.

Article 39 :

1. L'Assemblée nationale peut accorder aux Commissions générales ou spéciales, l'autorisation de désigner des missions d'information ou d'enquête sur les questions relevant de leur compétence.
2. L'objet, la durée et la composition de la mission doivent être précisés.
3. La mission doit faire rapport à l'Assemblée nationale dans le délai qui lui a été fixé par la commission.

Chapitre IX : Organisation des Services Administratifs de l'Assemblée nationale

Article 40 :

1. Les services administratifs et techniques de l'Assemblée nationale sont dirigés par un Secrétaire Général placé sous l'autorité du Président de l'Assemblée nationale.
2. Un règlement administratif détermine, l'organisation et les règles de fonctionnement des services administratifs ainsi que les rapports entre ceux-ci et les différents organes de l'Assemblée nationale.
3. Le fonctionnement des services administratifs est assuré par un personnel parlementaire dont le statut autonome est déterminé par la loi.

Chapitre X : Police

Article 41 :

1. Le Président de l'Assemblée nationale veille à la sûreté intérieure et extérieure de l'Assemblée nationale.

2. Il peut édicter par voie réglementaire toutes dispositions utiles à cet effet.
3. En rapport avec le Bureau, il fixe l'importance des forces de sécurité à placer sous ses ordres.

Article 42 :

1. Le Président de l'Assemblée nationale peut faire expulser de la salle des séances et de l'enceinte de l'Assemblée nationale ou faire arrêter toute personne étrangère à l'Assemblée nationale qui trouble l'ordre.
2. En cas de crime ou de délit, il requiert un ou plusieurs officiers de police judiciaire qui dressent procès-verbal et en saisit immédiatement le Gouvernement aux fins de poursuite.

Article 43 : (Résolution n° 003/AN du 9 août 2017)

1. Le siège de l'Assemblée nationale est inviolable. Les bâtiments, locaux et les concessions appartenant à l'Assemblée nationale jouissent de franchises particulières dites franchises parlementaires.
2. Il est interdit à toute personne de pénétrer dans les locaux de l'Assemblée nationale avec une arme de quelque nature qu'elle soit.
3. Toutefois, pour certaines autorités et sur autorisation du Président de l'Assemblée nationale, une dérogation peut être faite aux dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus.
4. Il est interdit aux agents de forces de défenses et de sécurité de pénétrer et d'instrumenter dans les locaux, bâtiments et concessions de l'Assemblée nationale sans autorisation préalable du Président de l'Assemblée nationale.
5. Les agents des services de sécurité mis à la disposition des membres de l'Assemblée nationale et de l'institution ont seul droit à circuler et

opérer dans les bâtiments, locaux et concessions de l'Assemblée nationale. À cet effet, ils sont munis de badges spéciaux remis à eux par l'administration de l'Assemblée nationale.

6. Il est interdit à toute personne pourchassée pour infraction de prendre refuge à l'Assemblée nationale.
7. Aucune personne étrangère à l'Assemblée nationale ne peut s'introduire sans autorisation, dans l'enceinte du Palais de l'Assemblée nationale.
8. Des places peuvent être réservées aux personnes détentrices des cartes spéciales délivrées par le Secrétaire Général de l'Assemblée nationale.
9. Les personnes admises dans la partie affectée au public doivent avoir une tenue décente et observer le silence le plus complet.
10. Toute personne qui donne des marques bruyantes d'approbation ou de désapprobation est, sur instruction du Président de l'Assemblée Nationale, expulsée sur le champ par les huissiers chargés du maintien de l'ordre.
11. Il est interdit de fumer dans la salle de plénière comme dans les salles des travaux des commissions.
12. L'usage du téléphone dans l'hémicycle et dans les salles des commissions est interdit.

Chapitre XI : Discipline

Article 44 :

1. Toute attaque personnelle, toute manifestation ou interruption troublant l'ordre, toute interpellation de collègue à collègue sont interdites sous peine des sanctions prévues à l'article 45 ci-dessous.
2. Si l'Assemblée nationale est tumultueuse, le Président peut annoncer qu'il va suspendre la séance. Si le calme ne se rétablit pas, il suspend la séance.
3. Lorsque la séance est reprise, et si les circonstances l'exigent à nouveau, le Président lève la séance.

Article 45 : Les sanctions disciplinaires applicables aux membres de l'Assemblée nationale sont :

- le rappel à l'ordre ;
- le rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal ;
- la censure ;
- la censure avec exclusion temporaire ;
- l'exclusion des commissions ;
- les sanctions prévues aux articles 11 alinéa 3 et 34 alinéa 5.
- la destitution pour le Président de l'Assemblée nationale.

Article 46 :

1. Le rappel à l'ordre est prononcé par le Président de séance. Cela est valable tant pour la plénière que pour les commissions.
2. Est rappelé à l'ordre tout député qui cause un trouble quelconque dans l'Assemblée nationale en séance plénière ou au cours des travaux des commissions ou de toute autre manière.

3. La parole est accordée à celui qui, rappelé à l'ordre, s'y est soumis et demande à se justifier. Lorsqu'un député a été rappelé trois fois à l'ordre au cours de la même séance, le Président, après lui avoir accordé la parole pour se justifier s'il la demande, doit consulter l'Assemblée nationale, à main levée et sans débats, pour savoir si la sanction du rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal lui sera appliquée.

Article 47 : (Résolution n° 003/AN du 9 août 2017)

1. Les peines de censure et de censure avec exclusion temporaire ne peuvent, sur la proposition du Président, être prononcées que par l'Assemblée nationale à la majorité des membres présents et au scrutin secret.
2. La censure peut être prononcée contre tout député qui, dans le cours d'une session, a encouru quatre (4) fois le rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal. Elle peut être également prononcée contre tout député qui, après un rappel à l'ordre, avec inscription au procès-verbal, n'a pas déféré aux injonctions du Président ou a adressé à un ou plusieurs de ses collègues des injures, provocations ou menaces particulièrement graves.
3. La censure emporte de droit la privation, pendant deux (2) semaines, de la moitié de l'indemnité allouée au député censuré.
4. La censure avec exclusion temporaire du Palais de l'Assemblée nationale peut être prononcée contre tout député :
 - qui a subi deux (2) fois la sanction de la censure simple ;
 - qui, en séance publique, a fait appel à la violence ;

- qui s'est rendu coupable d'outrage ou d'injure envers le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale, envers le Premier Ministre ou les membres du Gouvernement.
5. La censure avec exclusion temporaire entraîne l'interdiction de reparaître dans le Palais de l'Assemblée nationale pendant les huit (8) jours qui suivent le jour où la mesure a été prononcée. Elle emporte de droit privation de l'indemnité parlementaire pour la durée de l'exclusion temporaire.
6. L'exclusion d'une commission entraîne la sanction financière prévue à l'article 34, alinéa 5 ci-dessus.

Article 48 :

En cas de crise de confiance entre le Président de l'Assemblée nationale et les députés, celui-ci peut être destitué. L'initiative de la destitution est signée par la moitié des membres composant l'Assemblée nationale. La destitution est adoptée à la majorité des deux tiers (2/3) des députés.

Chapitre XII : Immunité

Article 49 : Les membres de l'Assemblée nationale jouissent de l'immunité parlementaire.

Article 50 : Les demandes de levée d'immunité parlementaire sont inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale sur proposition de la Conférence des Présidents à la demande du Gouvernement.

Article 51 :

1. Il est constitué, pour l'examen de chaque demande de levée de l'immunité parlementaire d'un député, une commission ad hoc de quinze (15) membres nommés à la représentation proportionnelle des groupes.

2. La commission saisie d'une demande de levée de l'immunité parlementaire doit entendre le député intéressé, lequel peut se faire représenter par un de ses collègues non membre de la commission ad hoc.

Article 52 : Sauf cas de flagrant délit, aucun député ne peut, pendant la durée des sessions, être poursuivi ou arrêté en matière correctionnelle ou criminelle qu'avec l'autorisation de l'Assemblée nationale.

Article 53 : Aucun député ne peut, hors session, être arrêté qu'avec l'autorisation du Bureau de l'Assemblée nationale, sauf cas de flagrant délit, de poursuites autorisées conformément à l'article 52 du présent Règlement intérieur ou de condamnations définitives.

L'autorisation est acquise à la majorité des quatre cinquièmes (4/5) des membres du Bureau de l'Assemblée nationale.

Article 54 : Dans les débats ouverts par l'Assemblée nationale, en séance publique, sur les questions d'immunité parlementaire, peuvent seuls prendre la parole le rapporteur de la commission, le représentant du Gouvernement, le député intéressé ou un membre de l'Assemblée nationale le représentant, un orateur pour et un orateur contre.

Article 55 : La levée de l'immunité parlementaire d'un député est obtenue suivant un vote à bulletin secret à la majorité des deux tiers (2/3) des membres composant l'Assemblée nationale.

TITRE III :
PROCÉDURE LÉGISLATIVE
Chapitre I : La Conférence des Présidents

Article 56 :

1. La Conférence des présidents comprend :
 - le Président de l'Assemblée nationale ;
 - les Vice-présidents de l'Assemblée nationale ;
 - les Présidents des Groupes parlementaires ;
 - les Présidents des commissions générales permanentes ;
 - le Rapporteur Général de la Commission des Finances et du Budget.
2. Les Présidents des commissions spéciales peuvent prendre part à la Conférence des Présidents à la demande de celle-ci ou à leur propre demande.
3. Le Secrétaire général et le Directeur des Commissions et des Séances assistent la Conférence des Présidents. Les Conseillers peuvent y assister à la demande du Président de l'Assemblée nationale.
4. Le Directeur du Cabinet assiste le Président de l'Assemblée nationale pendant la Conférence des Présidents.

Article 57 : La Conférence des Présidents arrête le calendrier et règle l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale en tenant compte des priorités fixées par le Gouvernement.

Article 58 :

1. La Conférence des Présidents est convoquée par le Président de l'Assemblée nationale au début de chaque session pour le motif visé à l'article 57 ci-dessus ou chaque fois que de besoin.
2. Le Gouvernement est avisé par le Président de l'Assemblée nationale du jour et de l'heure de la Conférence des Présidents. Il peut y déléguer un représentant.
3. Les propositions d'ordre du jour de la Conférence des Présidents sont soumises à l'approbation de la Plénière de l'Assemblée nationale qui peut les modifier, notamment quant au nombre et au rang des affaires dont l'inscription à l'ordre du jour est proposée. En cas de vote, seuls peuvent intervenir le représentant du Gouvernement et, pour une explication de vote, les Présidents des Commissions ou leurs délégués ayant assisté à la Conférence des Présidents, ainsi qu'un orateur par groupe.
4. L'ordre du jour et le calendrier établis par la Conférence des Présidents et adoptés par la plénière sont immédiatement affichés et notifiés au Gouvernement et aux Présidents de groupes.
5. L'ordre du jour et le calendrier des travaux adoptés par l'Assemblée nationale ne peuvent être ultérieurement modifiés que sur une nouvelle proposition de la Conférence des Présidents ou sur décision de la plénière.

Article 59 :

1. L'organisation de la discussion générale des textes soumis à l'Assemblée nationale peut être décidée par la Conférence des Présidents.
2. L'organisation du débat indique la répartition du temps de parole.

Chapitre II : L'ordre du jour

Article 60 : L'ordre du jour de l'Assemblée nationale comprend :

- les projets et propositions de loi inscrits par priorité dans les conditions prévues à l'article 57 du présent Règlement Intérieur ;
- les questions orales et les interpellations inscrites dans les conditions prévues aux articles 112, 113, 114 et 116 du présent Règlement Intérieur ;
- les autres activités parlementaires.

Chapitre III : Initiative, Dépôt des Projets et Propositions de Loi

Article 61 :

1. L'initiative des lois appartient concurremment au Gouvernement et aux députés.
2. Les textes proposés par le Gouvernement sont dits projets de loi.
3. Les textes proposés par les députés sont dits propositions de loi.

Article 62 : (Résolution n° 003/AN du 9 août 2017)

1. Les projets et propositions de loi doivent être formulés par écrit. Ils sont adressés, au Président de l'Assemblée nationale qui en informe la plénière, si l'Assemblée nationale est en session, ou au cours de la prochaine session, si elle ne siège pas.
2. Sauf cas d'urgence, les projets et propositions sont distribués aux députés au moins sept (7) jours avant leur examen en Commission. Ces propositions et projets doivent être examinés par elle lors de la session au cours de laquelle ils ont été déposés, ou au plus tard, au cours de la session suivante.

3. Le Bureau de l'Assemblée nationale veille au respect des délais prévus à l'alinéa précédent.
4. Les projets et propositions qui ne sont pas du domaine de la loi, tel qu'il est délimité par les articles 99 et 100 de la Constitution, sont irrecevables.
5. Les propositions déposées par les députés ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique, à moins qu'elles ne soient accompagnées d'une proposition d'augmentation de recettes ou d'économies équivalentes.
6. L'irrecevabilité est prononcée par le Président de l'Assemblée nationale.
7. Lorsque le projet ou la proposition de loi est recevable, le dépôt est annoncé en séance publique.
8. En cas de contestation, la Cour Constitutionnelle, saisie par le Premier Ministre, le Président de l'Assemblée nationale ou un dixième (1/10) des membres de l'Assemblée nationale statue dans un délai de huit (8) jours.

Article 63 :

1. Les propositions de loi sont communiquées au Gouvernement qui doit faire connaître son avis dans les quinze (15) jours, à compter de leur transmission. Passé ce délai l'Assemblée nationale peut procéder à l'examen du texte concerné.
2. Les propositions de loi peuvent toujours être retirées par leurs auteurs, quand bien même leur discussion est engagée.

Article 64 : Les propositions de loi rejetées par l'Assemblée nationale ne peuvent être reprises avant un délai de trois (3) mois.

Chapitre IV : Séances plénières

Article 65 :

1. Les membres du Gouvernement ont accès à la plénière de l'Assemblée nationale. Ils sont entendus soit à la demande de celle-ci soit à leur propre demande. Ils peuvent se faire assister par leurs collaborateurs qui ne peuvent intervenir en séance plénière.
2. La présence d'un membre du gouvernement est obligatoire lors de l'examen d'un projet de loi.

Article 66 :

1. Les séances de l'Assemblée nationale sont publiques. Néanmoins, l'Assemblée nationale peut décider qu'elle délibère à huis clos lorsque la demande en est faite par le Premier Ministre ou par un tiers (1/3) des députés. Dans ce cas, la décision est rendue publique au moins 24 heures avant l'ouverture de la séance concernée. Lorsque la décision est prise séance tenante, celle-ci est immédiatement suspendue pour être reprise trente (30) minutes après.
2. L'Assemblée nationale peut décider ultérieurement si le procès-verbal intégral des débats à huis clos doit être publié.

Article 67 : (Résolution n° 003/AN du 9 août 2017)

1. Le Président ouvre la séance, dirige les débats, fait observer le Règlement Intérieur et maintient l'ordre. Il peut à tout moment suspendre ou lever la séance.
2. Les séances de l'Assemblée nationale s'organisent comme suit :
 - appel nominal des députés ;

- énoncé ou rappel des points de l'ordre du jour ;
 - adoption du compte rendu sommaire ;
 - communications du Président de l'Assemblée nationale ;
 - examen des points de l'ordre du jour.
3. Deux Secrétaires parlementaires assistent obligatoirement le Président de l'Assemblée nationale pendant la conduite des travaux. Un ordre de passage des Secrétaires Parlementaires est établi mensuellement par le Bureau de l'Assemblée nationale.
 4. Exceptionnellement, en cas d'absence de l'un ou des deux Secrétaires parlementaires, le Président de l'Assemblée nationale désigne un ou deux députés pour l'assister.

Article 68 :

1. Au début de chaque séance d'une session le Président soumet à l'adoption de l'Assemblée nationale le projet de compte rendu sommaire de la réunion précédente.
2. Le compte rendu sommaire de la dernière séance d'une session est soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale avant que cette séance ne soit levée.
3. La dernière séance d'une session est suspendue pour permettre au bureau d'examiner les propositions de modification du compte rendu sommaire. À la reprise de la séance, le Président de l'Assemblée nationale fait connaître la décision du Bureau et il est procédé alors, pour l'adoption du compte rendu sommaire, à un vote sans débat, à main levée.
4. Après son adoption, le compte rendu sommaire est revêtu de la signature du Président de l'Assemblée nationale ou du Vice-président

qui a présidé la séance et de la signature de l'un au moins des deux (2) Secrétaires Parlementaires visés à l'article précédent, ou des députés qui en ont fait office.

5. En cas de rejet du compte rendu sommaire, sa discussion est inscrite en tête de l'ordre du jour de la première séance de la session suivante ; dans ce cas le procès-verbal intégral, signé par le Président et contresigné par l'un au moins des deux (2) secrétaires parlementaires, fait foi pour la validité des textes adoptés.
6. Toutefois, si pour une raison ou une autre, il n'a pu être élaboré et présenté à la Plénière, il est par la suite soumis au Bureau de l'Assemblée nationale pour adoption.

Article 69 : Les comptes rendus sommaires et le procès-verbal intégral des débats font l'objet d'une insertion au Journal Officiel des Débats dans les plus brefs délais. Le Secrétaire Général de l'Assemblée nationale veille à la publication dudit Journal.

Article 70 : Aucune motion, aucune résolution ou proposition ne peut être soumise au vote de l'Assemblée nationale sans avoir fait, au préalable, l'objet d'un rapport de la commission compétente dans les conditions fixées par le présent Règlement Intérieur.

Article 71 :

1. Les députés qui désirent intervenir s'inscrivent auprès du Président de l'Assemblée nationale qui donne la parole suivant l'ordre chronologique de leur inscription.
2. Aucun membre de l'Assemblée nationale ne peut parler qu'après avoir demandé et obtenu la parole.
3. Le temps de parole de chaque orateur est limité à cinq minutes (5) sauf décision contraire de l'Assemblée nationale.

Article 72 :

1. L'orateur parle à la tribune ou de sa place ; le Président de l'Assemblée nationale peut l'inviter à monter à la tribune.
2. L'orateur ne doit pas s'écarter de la question, sinon le Président de l'Assemblée nationale le rappelle à l'ordre. S'il ne défère pas à ce rappel, de même que si un orateur parle sans en avoir obtenu l'autorisation ou prétend poursuivre son intervention après avoir été invité à conclure, le Président de l'Assemblée nationale peut lui retirer la parole. Dans ce cas, le Président ordonne que ses paroles ne figurent pas au compte rendu sommaire et au procès-verbal intégral.

Article 73 :

1. Les membres du Gouvernement, les présidents et les rapporteurs des Commissions saisies au fond, obtiennent la parole quand ils la demandent.
2. Un membre de l'Assemblée nationale peut toujours obtenir la parole pour leur répondre.
3. Le Président de séance ne peut prendre la parole dans un débat que pour présenter l'état de la question ou y ramener l'orateur.
4. La parole est accordée, par priorité, sur la question principale et pour cinq (5) minutes, à tout membre de l'Assemblée nationale qui la demande pour un rappel au règlement. Si manifestement, son intervention n'a aucun rapport avec le règlement, le Président de l'Assemblée nationale peut lui retirer la parole selon les dispositions du présent Règlement Intérieur.
5. La parole est également accordée, mais seulement en fin de séance, et pour cinq (5) minutes, à tout membre de l'Assemblée nationale qui la demande pour un fait personnel.

Article 74 :

1. Lorsqu'au moins deux (2) orateurs d'avis contraire, ayant traité le fond du débat, ont pris part à une discussion, le Président ou tout autre membre de l'Assemblée nationale peut en proposer la clôture.
2. Lorsque la parole est demandée contre la clôture, elle ne peut être accordée que pour cinq (5) minutes et à un seul orateur qui doit se limiter à cet objet.
3. Le premier des orateurs inscrits dans l'ordre d'inscription a la priorité de parole ; à défaut d'orateur inscrit, la parole contre la clôture est donnée au député qui l'a demandée le premier.
4. Le Président consulte l'Assemblée nationale à main levée, s'il y a doute, l'Assemblée est consultée par assis et levé ; si le doute persiste, l'Assemblée se prononce par scrutin public.
5. Si la demande de clôture est rejetée, la discussion continue, mais la clôture peut être à nouveau demandée et il est statué sur cette nouvelle demande dans les conditions prévues ci-dessus.

Article 75 :

1. Le renvoi à la Commission de l'ensemble d'un projet ou d'une proposition, ou la réserve d'un article, d'un chapitre de crédit ou d'un amendement peut toujours être demandé. Lorsque la Commission demande ou accepte le renvoi ou le rejet, il est de droit prononcé sans débat.
2. En cas de renvoi à la Commission de l'ensemble d'un projet ou d'une proposition, l'Assemblée nationale peut fixer la date à laquelle le projet ou la proposition lui sera à nouveau soumis.

3. En cas de renvoi à la Commission ou de réserve sur un article, un chapitre de crédit ou un amendement, la Commission est tenue de présenter ses conclusions avant la fin de la discussion. Elle doit strictement limiter ses conclusions aux textes qui lui ont été renvoyés.

Article 76 :

1. Les questions préjudicielles tendant au renvoi en Commission ou à l'ajournement des discussions jusqu'à la réalisation de certaines conditions peuvent être opposées à tout moment en cours de discussion ; elles sont mises aux voix immédiatement avant la question principale et, éventuellement avant les amendements.
2. L'auteur de la question, un orateur d'opinion contraire, le représentant du Gouvernement et le Président ou le Rapporteur de la Commission saisie au fond ont, seuls, droit à la parole.

Article 77 :

1. Les amendements déposés par les députés ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une proposition d'augmentation de recettes ou d'économies équivalentes.
2. Toutefois, la contestation de l'évaluation du rendement futur d'une recette ainsi proposée entraîne de droit le renvoi en Commission.

Article 78 :

1. Les motions de procédure, les motions d'information ou de rappel au Règlement Intérieur ont toujours la priorité sur toute autre question ; elles en suspendent la discussion.

Il s'agit de :

- la motion de procédure qui concerne une procédure à suivre sur la discussion d'un point ou des points inscrits à l'ordre du jour ;
 - la motion d'information qui consiste à apporter des éclairages sur le point en discussion.
2. La motion de procédure est prioritaire.
 3. Le Président de l'Assemblée nationale peut mettre fin à tout moment aux motions lorsque celles-ci sont de nature à perturber le déroulement normal des travaux.

Article 79 : Avant de lever la séance, le Président fait part à l'Assemblée nationale de la date, de l'heure ainsi que de l'ordre du jour de la séance suivante.

Article 80 : Les procès-verbaux intégraux des débats sont signés par le Président de l'Assemblée nationale et conservés au Secrétariat Général de l'Assemblée nationale.

Chapitre V : Mode de votation

Article 81 :

1. L'Assemblée nationale est toujours en nombre pour délibérer et pour régler son ordre du jour.
2. La majorité absolue des membres de l'Assemblée nationale est nécessaire pour la validité des votes. Cette majorité s'entend des

membres physiquement présents au moment du vote et ceux ayant déposé des délégations de vote régulièrement établies conformément aux dispositions du Règlement intérieur.

3. Le Président de l'Assemblée nationale déclare cette majorité. Il tient compte du nombre effectif des députés siégeant.
4. Le droit de vote des députés est personnel. Toutefois, la délégation de vote est permise lorsqu'un député est absent pour cause de maladie, pour exécution d'un mandat ou d'une mission à lui confiée par le Gouvernement ou l'Assemblée nationale, pour remplir ses obligations militaires ou pour toute autre absence autorisée par le Président de l'Assemblée nationale. Nul ne peut recevoir pour un scrutin plus d'une délégation de vote.
5. La délégation doit être écrite, datée, signée et adressée par le délégant au délégué. Pour être valable, elle doit être notifiée au Président de l'Assemblée nationale avant l'ouverture du scrutin.
6. La notification doit indiquer le nom du député appelé à voter aux lieu et place du délégant, ainsi que le motif de l'empêchement et sa durée.
7. La délégation est accordée pour une durée de dix (10) jours sauf renouvellement de ce délai. Elle devient caduque à l'expiration de celui-ci.
8. En cas d'urgence, la délégation et sa notification peuvent être faites par télégramme, téléfax ou courrier électronique, avec accusé de réception et sous réserve de confirmation.

Article 82 :

1. L'Assemblée nationale vote sur les questions qui lui sont soumises soit à main levée, soit par assis et levé, soit au scrutin public.
2. Il est toujours procédé au vote par scrutin public au bulletin secret lorsqu'il s'agit de pourvoir à poste.

Article 83 :

1. Le vote à main levée est le mode de votation ordinaire. Si l'épreuve est déclarée douteuse, il est procédé au vote par assis et levé.
2. Si le doute persiste, le vote au scrutin public est de droit.

Article 84 : En toute matière, sous réserve des cas prévus à l'article 81 du présent Règlement Intérieur et sur demande d'un dixième (1/10) des députés, il est procédé au scrutin public.

Article 85 :

1. Dans le scrutin public il est distribué à chaque député trois sortes de bulletins : oranges, blancs et verts.
2. Chaque député dépose dans l'urne qui lui est présentée un bulletin de vote à l'appel de son nom ; blanc s'il est pour l'adoption, orange s'il est contre, vert s'il désire s'abstenir.
3. Lorsque les bulletins ont été recueillis, le Président de l'Assemblée nationale prononce la clôture du scrutin.
4. Les Secrétaires parlementaires en font le dépouillement et le Président en proclame le résultat.
5. Les questions mises aux voix ne sont déclarées adoptées que si elles ont recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas d'égalité de voix, la question mise aux voix est rejetée.

Chapitre VI : Discussion des projets et propositions de loi

A – Discussion immédiate :

Article 86 :

1. À tout moment, la discussion immédiate d'un projet ou d'une proposition de loi peut être demandée par le Premier Ministre, par la commission compétente ou s'il s'agit d'une proposition de délibération, par son auteur ; la demande est communiquée à l'Assemblée nationale.
2. Si cette discussion immédiate est demandée par un dixième (1/10) des députés au moins, l'Assemblée nationale se prononce à main levée et sans débat.
3. Le débat engagé sur une demande de discussion immédiate ne peut jamais porter sur le fond. L'auteur de la demande, un orateur contre, le rapporteur de la commission et le représentant du Gouvernement sont seuls entendus.
4. Lorsque la discussion immédiate est acceptée par l'Assemblée nationale, la commission compétente est mise en demeure d'avoir à présenter son rapport dans le délai qui lui est fixé par l'Assemblée nationale. À l'expiration de ce délai, l'affaire vient en discussion au besoin sur un rapport verbal de la commission.

B - Discussion ordinaire :

Article 87 : Les projets, les propositions de loi et les propositions de résolution sont discutés en séance publique dans les formes suivantes :

- la discussion des projets et des propositions de loi ou de résolution est ouverte par la présentation du rapport de la commission saisie

au fond, suivie éventuellement de celle des rapports des commissions saisies pour avis ;

- à la demande du Gouvernement, la commission doit porter à la connaissance de l'Assemblée nationale les points sur lesquels il y a désaccord avec le Gouvernement ;
- dès que le rapporteur présente son rapport et alors seulement, tout membre de l'Assemblée nationale peut poser la question préalable tendant à décider qu'il n'y a pas lieu à délibérer. Il peut motiver verbalement sa demande, sur laquelle ne peuvent intervenir que le Président ou le Rapporteur de la commission saisie au fond ;
- si la question préalable est adoptée, la proposition est rejetée. Si elle est repoussée, la discussion du rapport se poursuit.

Article 88 :

1. À tout moment, au cours d'une discussion générale de projet ou de proposition de loi, et jusqu'à clôture seulement, il peut être présenté des questions préjudicielles tendant soit à l'ajournement du débat jusqu'à réalisation de certaines conditions, soit au renvoi de l'ensemble du texte devant la commission saisie au fond.
2. La discussion des questions préjudicielles a lieu suivant la procédure prévue à l'article précédent pour la question préalable. Toutefois, le renvoi à la commission saisie au fond est de droit si celle-ci le demande ou l'accepte.
3. Lorsque la discussion d'un texte a commencé, la suite du débat est inscrite de droit en tête de l'ordre du jour de la séance suivante sauf demande contraire de la commission saisie au fond.

Article 89 :

1. Après clôture de la discussion générale, l'Assemblée nationale est invitée par son Président à passer à la discussion des articles.
2. La discussion des projets et des propositions de loi ou de résolution porte sur le texte présenté par la Commission saisie au fond.
3. Dans tous les cas où l'Assemblée nationale décide de ne pas passer à la discussion des articles, le Président déclare que le texte n'est pas adopté.

Article 90 : La discussion des textes porte successivement sur chaque article et sur les amendements qui s'y rattachent dans les conditions prévues aux articles 93 et 94 du présent Règlement Intérieur.

C – Examen simplifié :

Article 91 :

1. La Conférence des Présidents peut proposer, à la demande du Président de l'Assemblée nationale, du Gouvernement ou du Président de la Commission saisie au fond, qu'un projet ou une proposition de loi soit examiné selon la procédure d'examen simplifiée.
2. La demande doit être présentée avant la tenue de la Conférence des Présidents sauf, si elle est présentée par le Président de la Commission saisie au fond, après consultation des autres membres de la Commission. Dans ce dernier cas, la discussion intervient après un délai d'au moins un (1) jour franc.
3. Au plus tard la veille de la discussion en séance plénière du projet ou de la proposition de loi, le Gouvernement ou le Président de la Commission saisie au fond peut faire opposition à la procédure d'examen simplifiée.

4. L'opposition est adressée au Président de l'Assemblée qui l'annonce à l'Assemblée nationale en séance plénière. Cette opposition est mise aux voix.
5. En cas d'adoption de l'opposition, le texte est examiné conformément aux dispositions relatives à l'examen et à la discussion ordinaire.

Article 92 :

1. Lorsqu'un texte soumis à la procédure d'examen simplifiée ne fait l'objet d'aucun amendement, le Président de l'Assemblée nationale met directement aux voix l'ensemble du texte, après la discussion générale.
2. Lorsqu'un texte soumis à la procédure d'examen simplifiée fait l'objet d'amendements, le Président de l'Assemblée nationale appelle uniquement les articles auxquels ces amendements se rapportent. Les amendements sont discutés conformément à l'article 94 alinéa 10 du Règlement Intérieur.
3. Le Président de l'Assemblée nationale met aux voix les amendements, les articles auxquels ils se rapportent et l'ensemble du texte.

Chapitre VII : Amendements

Article 93 :

1. Les membres de l'Assemblée nationale ont le droit de présenter des amendements aux textes soumis à la discussion publique devant l'Assemblée nationale.
2. Les députés doivent déposer leurs amendements écrits, signés et motivés sur le Bureau de l'Assemblée nationale au plus tard la veille de la discussion du texte en séance plénière. À défaut d'avoir le rapport de la Commission saisie au fond, ils peuvent déposer les amendements au début de la discussion générale.

3. Les amendements doivent être sommairement motivés ; ils sont communiqués par le Président de l'Assemblée nationale à la commission compétente ou à la plénière.
4. Les amendements ne sont recevables que s'ils s'appliquent effectivement aux textes qu'ils visent et s'agissant de contre projets et d'articles additionnels, s'ils sont proposés dans le cadre du projet ou de la proposition de loi.
5. Dans les cas litigieux, la question de leur recevabilité est soumise, avant discussion, à la décision de l'Assemblée nationale. Seuls, l'auteur de l'amendement, un orateur contre, la Commission et le représentant du Gouvernement peuvent intervenir.

Article 94 :

1. Les amendements sont mis en discussion avant le texte auquel ils se rapportent et, d'une manière générale, avant la question principale.
2. Lorsque les conclusions soulèvent une question préjudicielle, elles ont la priorité sur les amendements portant sur le fond de la question en discussion.
3. Le Président de l'Assemblée nationale ne soumet à la discussion en séance publique que les amendements déposés sur le Bureau de l'Assemblée nationale. Toutefois, des amendements de forme dont la pertinence est avérée peuvent être acceptés par la plénière.
4. L'Assemblée nationale ne délibère sur aucun amendement s'il n'est soutenu lors de la discussion.
5. Les amendements à un même alinéa ou à un même article peuvent faire l'objet d'une discussion commune.
6. Sont mis en discussion dans l'ordre ci-après, s'ils viennent en concurrence : les amendements de suppression d'un article puis les

autres amendements en commençant par ceux qui s'écartent le plus du texte proposé et dans l'ordre où ils s'opposent au texte, s'y intercalent et s'y ajoutent.

7. Les amendements ayant un objet identique ne donnent lieu qu'à un seul vote.
8. Lorsque tous les amendements et sous-amendements proposés à un alinéa d'un article ou à un article ont été discutés et que l'examen des alinéas ou articles suivants a commencé, il n'est plus possible de déposer un amendement ou un sous-amendement aux alinéas ou articles déjà examinés, à moins que l'Assemblée nationale n'en décide autrement.
9. Les amendements acceptés par la commission ne peuvent être développés en séance ; leur rejet ou leur modification, s'il est demandé, est mis aux voix par priorité et dans ce cas, le représentant du Gouvernement, la Commission, l'auteur de la demande de rejet ou de modification et l'auteur de l'amendement sont seuls entendus.
10. Sur chaque amendement, ne peuvent être entendus que les signataires, le représentant du Gouvernement, le Président ou le Rapporteur de la commission et un membre de l'Assemblée nationale d'opinion contraire.

Article 95 :

1. Avant le vote sur l'ensemble d'une proposition, une demande de seconde lecture ou de renvoi à la Commission saisie au fond pour révision et coordination peut être présentée.
2. La seconde lecture ou le renvoi sont de droit lorsqu'ils sont demandés par la Commission saisie au fond ou acceptés par elle.

3. Lorsqu'il y a lieu à seconde lecture, la Commission doit présenter un nouveau rapport. L'Assemblée nationale ne statue que sur les textes nouveaux proposés par la commission ou sur les modifications apportées par elle au texte précédemment adopté.

Article 96 : Lorsqu'il y a lieu à renvoi en commission pour révision et coordination, la commission présente sans délai son travail ; lecture en est donnée à l'Assemblée nationale et la discussion ne peut porter que sur la rédaction.

Article 97 :

1. Les contre-projets constituent des amendements à l'ensemble du texte auquel ils s'opposent.
2. L'Assemblée nationale ne peut être consultée que sur leur prise en considération. Si elle se prononce pour cette prise en considération, le contre-projet est envoyé à la Commission qui doit présenter des conclusions dans le délai fixé par l'Assemblée nationale.

Article 98 : Avant l'examen des contre-projets, le Gouvernement peut demander la prise en considération de son texte initial régulièrement déposé sur le Bureau de l'Assemblée nationale. Il peut en cours de discussion, faire la même proposition pour un ou plusieurs articles ou chapitres. Cette demande a la priorité sur les autres contre-projets ou amendements.

Chapitre VIII : Adoption

Article 99 :

1. Après l'adoption de tous les articles, il est procédé au vote de l'ensemble du texte.

2. Avant le vote sur l'ensemble, sont admises les explications sommaires de vote d'une durée maximum de cinq (5) minutes par groupe parlementaire.

Article 100 : Le Président de l'Assemblée transmet, en cinq (5) exemplaires, au Président de la République, aux fins de promulgation, les lois votées par l'Assemblée nationale.

Article 101 :

1. Le Président de la République peut, avant l'expiration des délais de promulgation qui lui sont impartis, demander à l'Assemblée nationale une seconde délibération de la loi ou de certains de ses articles. Cette nouvelle délibération ne peut être refusée.
2. L'Assemblée nationale délibère selon la même procédure que durant la première délibération. Le vote est acquis à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale.

TITRE IV :

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX LOIS DE FINANCES

Chapitre I : Débat d'Orientation Budgétaire

Article 102 :

1. Le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP), éventuellement accompagné des Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD), est soumis à un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) à l'Assemblée nationale au plus tard à la fin du deuxième trimestre de l'année. Ce document doit parvenir à l'Assemblée nationale au plus tard deux (2) semaines avant la date retenue pour la séance consacrée au Débat d'Orientation Budgétaire et mis immédiatement à la disposition des députés.

2. Le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle ainsi que les documents qui l'accompagnent sont transmis immédiatement à la Commission des Finances et du Budget pour examen au fond. Les autres commissions sont saisies pour avis.
3. Préalablement au débat en Plénière, les commissions établissent chacune un avis dans lequel elles font part de leur jugement sur la politique budgétaire et définissent leurs propres priorités, après avoir procédé à toutes les auditions qu'elles estiment nécessaires.
4. Les avis des Commissions sont présentés devant la Commission des Finances et du Budget par leurs Présidents et Rapporteurs respectifs. Un calendrier de présentation est établi à cet effet par la Commission des Finances et du Budget en rapport avec les autres Commissions. La Commission des Finances et du Budget dresse un rapport général qui sera présenté au débat.
5. Le Débat d'Orientation Budgétaire commence en plénière par :
 - Une communication du Ministre en charge des Finances sur le document introductif du DOB ;
 - L'intervention du Président de la Commission des Finances et du Budget ;
 - La présentation du rapport général par le Rapporteur général de la Commission des Finances et du Budget ;
 - L'ouverture de la discussion générale ;
 - L'intervention du Ministre par rapport aux probables préoccupations et interrogations des commissaires.
6. Après les réponses du Gouvernement aux préoccupations soulevées par les députés, le Président de l'Assemblée nationale tire la synthèse des débats et mandate la Commission des Finances et du Budget pour élaborer un relevé des recommandations formulées. Celui-ci est adressé au Bureau de l'Assemblée Nationale qui le transmet au Gouvernement après approbation.

Chapitre II : Dépôt et présentation de la Loi de Finances

Article 103 : (Résolution n° 003/AN du 9 août 2017)

Le projet de loi de finances de l'année y compris le rapport et les annexes explicatives est déposé par le Gouvernement sur le Bureau de l'Assemblée nationale dès l'ouverture de la session budgétaire. Il est immédiatement transmis à la Commission des Finances et du Budget pour examen au fond. Les commissions n'entendent que les responsables des institutions et ministères relevant de leurs domaines de compétence respectifs. Toutefois, la Commission des Finances et du Budget peut entendre les responsables des structures bénéficiant des subventions de l'État.

Article 104 : Le projet de loi de finances fait l'objet d'une présentation solennelle devant la plénière de l'Assemblée nationale par le Ministre chargé des Finances.

Chapitre III : Discussion du projet de Loi de Finances en Commission

Article 105 : Les rapports des Commissions sont présentés devant la Commission des Finances et du Budget par leurs Présidents et Rapporteurs respectifs. Un calendrier de présentation est établi à cet effet par la Commission des Finances et du Budget en rapport avec les autres commissions.

Article 106 :

1. Il ne peut être introduit dans les délibérations du budget ou les délibérations des crédits prévisionnels ou supplémentaires que des dispositions visant directement les recettes ou les dépenses de l'exercice ou tendant à assurer le contrôle des dépenses publiques.

Aucune proposition de résolution, aucune interpellation, ne peuvent leur être jointes.

2. Aucun article additionnel, aucun amendement à un projet de loi de finances ne peut être proposé par l'Assemblée nationale, sauf s'il tend à supprimer ou à réduire effectivement une dépense, à créer ou à accroître une recette. De même, l'Assemblée nationale ne peut proposer ni la création ni la suppression d'un programme, d'un budget annexe ou d'un compte spécial du Trésor.
3. Tout article additionnel et tout amendement doit être motivé et accompagné des développements des moyens qui le justifient.
4. Les amendements relatifs aux états de dépenses ne peuvent porter que sur les chapitres desdits états.
5. Les chapitres des différents dossiers dont la modification n'est pas demandée, soit par le Gouvernement, soit par la Commission des Finances et du Budget, soit par un amendement régulièrement déposé, ne peuvent être l'objet que d'un débat sommaire. Chaque orateur ne peut parler qu'une fois, sauf exercice du droit de réponse aux ministres et aux rapporteurs. La durée de cette réponse ne peut en aucun cas excéder cinq (5) minutes.

Article 107 : Les amendements au projet de Loi de finances sont déposés sur le Bureau de l'Assemblée nationale dans un délai fixé par la Conférence des Présidents.

Chapitre IV : Adoption du projet de Loi de Finances

Article 108 : L'examen du projet de Loi de finances se déroule comme suit :

- intervention du Président de la Commission des Finances et du Budget ;
- présentation du Rapport général par le Rapporteur général de la Commission des Finances ;

- intervention des membres du Gouvernement ;
- ouverture de la discussion générale.

Article 109 : Le projet de loi de finances est adopté dans les formes suivantes :

- les évaluations de recettes font l'objet d'un vote d'ensemble pour le budget général ;
- les crédits du budget général font l'objet d'un vote par programme et d'un vote par dotation. Les votes portent à la fois sur les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ;
- les plafonds des autorisations d'emplois rémunérés par l'État font l'objet d'un vote unique ;
- les évaluations de recettes font l'objet d'un vote d'ensemble par budget annexe et par compte spécial du Trésor ;
- les crédits des budgets annexes et des comptes spéciaux font l'objet d'un vote par budget annexe et par compte spécial du Trésor ;
- les évaluations de ressources et de charges de trésorerie font l'objet d'un vote unique ;
- l'adoption de la loi de Finances intervient par un vote d'ensemble après les explications de votes.

Chapitre V : Lois de Règlement

Article 110 : Le projet de loi de règlement doit être déposé sur le Bureau de l'Assemblée nationale à la session budgétaire de l'année suivant celle de l'exécution du budget pour être débattu à la prochaine session parlementaire et adopté au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit l'exécution du budget.

Article 111 :

1. Le projet de loi de règlement est accompagné du rapport de la Cour des Comptes sur l'exécution de la Loi des Finances et la déclaration Générale de conformité entre les comptes des ordonnateurs et ceux des comptables publics.
2. La Cour des Comptes donne son avis sur le système de contrôle interne et le dispositif de contrôle de gestion, sur la qualité des procédures comptables et des comptes, ainsi que sur les rapports annuels de performance. Cet avis est accompagné de recommandation sur les améliorations souhaitables.

TITRE V :

CONTRÔLE PARLEMENTAIRE ET MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITÉ GOUVERNEMENTALE

Article 112 : En sessions ordinaires comme en sessions extraordinaires, l'Assemblée nationale contrôle l'action du Gouvernement aux moyens :

- des questions écrites et orales ;
- de l'interpellation ;
- des questions d'actualité ;
- des enquêtes parlementaires.

La mise en jeu de la responsabilité Gouvernementale intervient dans les cas suivants :

- lorsque le Premier Ministre engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du Gouvernement sur son programme, sur une Déclaration de politique générale ou sur le vote d'un texte ;
- lorsque l'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure.

Article 113 : Les membres de l'Assemblée nationale ont, à ces occasions comme en tout temps, accès à toutes les informations intéressant la vie de la Nation ; individuellement ou collectivement ils peuvent interpellier le Premier Ministre ou tout autre membre du Gouvernement au moyen d'une requête.

Chapitre I : Questions écrites et orales

Article 114 :

1. Les membres de l'Assemblée nationale peuvent obtenir au moyen de questions écrites ou orales, toutes informations sur les activités ou les actes de gestion du Gouvernement. Les Ministres intéressés sont tenus de les fournir.
2. La procédure prévue au présent chapitre ne s'applique qu'aux questions présentant un intérêt général justifiant la publicité que comporte ladite procédure.
3. Les questions d'ordre personnel ou particulières doivent être traitées par correspondances ou contacts directs entre les députés et les ministres concernés.

Article 115 :

1. Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.
2. Elles sont inscrites sur des rôles spéciaux au fur et à mesure de leur dépôt sur le Bureau de l'Assemblée nationale et immédiatement transmises au Gouvernement.
3. Les questions écrites sont publiées au Journal Officiel à la suite du Procès-verbal intégral.

4. Dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.
5. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans le délai d'un mois, son auteur peut, au cours de la session en cours ou de la session qui suit, la transformer en question orale.
6. Les Ministres peuvent demander, pour rassembler les éléments de réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder quinze (15) jours.
7. Les réponses sont transmises aux auteurs des questions par les soins du Président de l'Assemblée nationale.

Article 116 :

1. Tout député qui désire poser aux membres du Gouvernement des questions orales, doit remettre celles-ci au Président de l'Assemblée nationale qui les communique à leur destinataire.
2. Les questions orales sont inscrites sur des rôles spéciaux au fur et à mesure de leur dépôt.
3. Les alinéas 1 et 3 de l'article 115 ci-dessus sont applicables aux questions orales.
4. La Conférence des Présidents peut décider de regrouper plusieurs questions appelant les mêmes éléments de réponse. Dans ce cas, c'est le député auteur de la première question qui en donne lecture à la tribune.
5. L'auteur de la question puis le Ministre disposent seuls de la parole.
6. Après la réponse du Ministre, l'auteur de la question peut demander des précisions ou faire les commentaires que lui inspire la réponse. Il

ne peut, sous ce couvert, introduire des faits nouveaux à la question initiale.

7. Au cours des sessions parlementaires, les questions orales sont programmées les samedis par les soins de la Conférence des Présidents.
8. Lorsque, par suite de deux absences successives d'un Ministre, une question est appelée pour la troisième fois en séance publique, et que le Ministre est de nouveau absent, l'auteur de la question peut la transformer, séance tenante, en interpellation contre le Gouvernement.

Chapitre II : Interpellations et Questions d'actualité

Article 117 :

1. Les députés peuvent, individuellement ou collectivement interpellier le Premier Ministre ou tout autre membre du Gouvernement, au moyen d'une requête, sur une activité ou un acte de gestion du Gouvernement dont la gravité et l'urgence appellent une prise de position de l'Assemblée nationale.
2. La Conférence des Présidents saisie à cet effet apprécie la recevabilité de la requête au vu des conditions prévues à l'alinéa 1 ci-dessus et mandate le Président de l'Assemblée nationale pour communiquer au Premier Ministre l'objet de l'interpellation ainsi que les date et heure de la séance qui y sera consacrée.
3. Cette communication est faite au moins soixante-douze (72) heures avant l'ouverture de ladite séance.
4. Le Premier Ministre y défère personnellement ou y délègue un Ministre dont il aura au préalable notifié le nom au Président de l'Assemblée nationale.

5. Lorsque les conditions édictées au point 1 (un) du présent article ne sont pas remplies, la conférence des Présidents peut proposer à l'auteur de l'interpellation soit de la reformuler, soit de la transformer en un autre mécanisme de contrôle.

Article 118 :

1. Au cours de la séance, le député auteur de l'interpellation ou, dans le cas d'une interpellation collective, l'un des auteurs mandaté par ses pairs, en expose la teneur à la tribune.
2. Lorsque le député auteur de l'interpellation est absent sans raisons valables, la requête d'interpellation est rejetée. En cas d'absence dûment justifiée du député auteur de l'interpellation, l'examen de la requête est renvoyé à une autre séance.
3. Après la réponse du Gouvernement, le Président de l'Assemblée nationale répartit équitablement la parole entre les différents groupes parlementaires. Un débat est alors ouvert au cours duquel d'autres députés peuvent poser des questions ou faire des commentaires en rapport avec le sujet.
4. Le député auteur de l'interpellation ou mandaté par les auteurs de l'interpellation dispose d'un bref droit de réplique après la réponse du Gouvernement qui peut réagir à son tour.
5. À l'issue du débat, la Commission permanente compétente ou, à défaut, une Commission spéciale créée à cette fin, propose à la plénière un projet de déclaration visant à faire des recommandations au Gouvernement.
6. Le bureau de la commission permanente assure le suivi de ces recommandations et en rend compte à la plénière.

Article 119 : (Résolution n° 003/AN du 9 août 2017)

1. Pendant les sessions, l'Assemblée Nationale organise un samedi sur deux une séance réservée aux questions d'actualité.
2. Les questions d'actualité doivent être précises et concises ; les réponses doivent également être concises. Elles ne donnent lieu à aucun débat.
3. Les questions d'actualité ont un caractère spontané ; elles ne sont ni déposées au préalable ni publiées au journal officiel des débats.
4. Les questions d'actualité ne peuvent exiger aucune étude préalable ni recherche de la part du Gouvernement. Elles doivent présenter un caractère d'actualité mais ne peuvent se rapporter à un sujet d'ordre du jour.
5. Au cours de la séance consacrée aux questions d'actualité, aucun député ne peut adresser plus d'une seule question au Gouvernement.
6. La séance consacrée aux questions d'actualité ne peut excéder deux (2) heures. Les députés prennent la parole selon l'ordre d'inscription auprès du Président de l'Assemblée nationale.
7. Au plus tard, à 12 heures, le jeudi précédant la séance consacrée aux questions d'actualité, tout député qui désire poser une question en informe le Président de l'Assemblée nationale en indiquant le département ministériel susceptible d'en être compétent. Le Président de l'Assemblée nationale dresse la liste de l'ensemble des départements ministériels concernés et la notifie, le jour même, au Premier Ministre au plus tard à 16 heures.
8. Au cours d'une séance consacrée aux questions d'actualité, le député dispose d'un temps de parole maximum de trois (3) minutes pour poser sa question ; la réponse du Commissaire du Gouvernement ne saurait excéder cinq (5) minutes.
9. Seules les questions qui portent sur la politique générale du Gouvernement sont posées au Premier ministre.
10. Le Président de l'Assemblée nationale peut retirer la parole à tout orateur dont les propos ne sont pas conformes aux dispositions de l'alinéa 4 du présent article, sans préjudice des dispositions disciplinaires du présent Règlement intérieur.
11. Les séances consacrées aux questions d'actualité sont retransmises en direct sur les antennes de la radio et de la télévision nationales.

Article 120 :

1. Lorsqu'un Ministre ne se soumet pas aux mécanismes de contrôle de l'action Gouvernementale prévus par la Constitution, le Président de l'Assemblée nationale le notifie au Premier Ministre.
2. Lorsque le Premier Ministre ne se soumet pas aux mêmes mécanismes, l'Assemblée nationale peut mettre en jeu la responsabilité du Gouvernement.

Article 121 :

1. les débats sur les interpellations et les questions d'actualité sont retransmis en direct sur les antennes de la radio et télévision nationales.
2. La Conférence des Présidents décide des conditions de la retransmission.

Chapitre III : Enquête et Contrôle

Article 122 : La création d'une Commission d'enquête ou de contrôle par l'Assemblée nationale résulte du vote d'une proposition de résolution déposée, renvoyée à la commission permanente compétente, examinée et discutée dans les conditions fixées par le présent règlement. Cette proposition doit déterminer avec précision, soit les faits qui donnent lieu à enquête, soit les services publics ou les entreprises nationales dont la commission de contrôle doit examiner la gestion.

Article 123 :

1. Les Commissions d'enquête sont formées pour recueillir des éléments d'information sur des faits déterminés, et soumettre leurs conclusions à l'Assemblée nationale. Il ne peut être créé de commission d'enquête lorsque les faits ont donné lieu à des poursuites judiciaires et aussi

longtemps que ces poursuites sont en cours. Si une commission a déjà été créée, sa mission prend fin dès l'ouverture d'une information judiciaire relative aux faits qui ont motivé sa création.

2. Les commissions de contrôle sont formées pour examiner la gestion administrative, financière ou technique de services publics ou d'entreprises nationales en vue d'informer l'Assemblée nationale du résultat de leur examen.

Article 124 : La Commission saisie d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête ou de contrôle doit déposer son rapport avant la fin de la Session au cours de laquelle elle a été saisie.

Article 125 :

1. Les Commissions d'enquête ou de contrôle parlementaire ne peuvent comprendre plus de dix (10) députés désignés à la représentation proportionnelle des groupes.
2. L'État prend toutes les dispositions nécessaires en vue de la protection de l'intégrité physique et morale des membres de ces Commissions.

Article 126 : Ne peuvent être désignés comme membres d'une commission d'enquête ou de contrôle les députés ayant été l'objet d'une sanction disciplinaire pour manquement à l'obligation du secret à l'occasion des travaux d'une Commission constituée au cours de la même législature.

Article 127 :

1. Le dépôt d'une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission d'enquête est notifié par le Président de l'Assemblée nationale au Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

2. Si le Ministre de la Justice fait connaître que des poursuites sont en cours sur les faits ayant motivé le dépôt de la proposition, celle-ci ne peut être mise en discussion. Si la discussion est déjà engagée, elle est immédiatement suspendue.

Article 128 : Lorsqu'une information judiciaire est ouverte après la création de la Commission, le Président de l'Assemblée nationale saisi par le Ministre de la Justice, en informe le Président de la Commission. Celle-ci suspend immédiatement ses travaux.

Article 129 : Le rapport établi par une Commission d'enquête ou de contrôle est remis au Président de l'Assemblée nationale. Le dépôt de ce rapport est publié au Journal Officiel et annoncé à l'ouverture de la plus prochaine séance. Sauf décision contraire de l'Assemblée siégeant à huis clos, le rapport est imprimé, distribué et communiqué au Gouvernement pour toutes fins de droit.

Chapitre IV : Mise en jeu de la responsabilité Gouvernementale

Article 130 :

1. Dès sa nomination et avant son entrée en fonction, le Premier Ministre prête serment sur le livre saint de sa confession devant l'Assemblée nationale.
2. Lorsque, par application de l'article 107 de la Constitution, le Premier Ministre engage la responsabilité du Gouvernement sur son programme, sur une déclaration de politique générale ou sur un texte, il est procédé au débat dans les conditions suivantes :
 - le programme, la déclaration ou le texte sont déposés, au moins sept (7) jours calendaires à l'avance, sur le Bureau de l'Assemblée nationale et communiqués aux députés ;

- après audition du Premier Ministre, la séance est suspendue ;
- dans la demi-heure qui suit, les orateurs qui désirent intervenir se font inscrire à la Présidence de l'Assemblée nationale ;
- le Président de l'Assemblée nationale convoque à cet effet la Conférence des Présidents pour organiser le débat. À la reprise, le Président accorde la parole aux députés qui se sont fait inscrire. Le Premier Ministre a de nouveau la parole pour leur répondre. Après la clôture de la discussion, la séance est à nouveau suspendue ; à la reprise la parole ne peut être accordée que pour des explications de vote dont la durée ne peut excéder quinze (15) minutes par Président de Groupe Parlementaire ;
- le Président met alors aux voix l'approbation du programme ou de la déclaration du Gouvernement.

3. Le vote est émis à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale.

Article 131 :

1. Le dépôt des motions de censure est constaté par la remise au Président de l'Assemblée nationale, au cours d'une séance publique, d'un document portant l'intitulé «motion de censure» suivi de la liste des signatures d'au moins un cinquième (1/5) des députés.
2. À partir du dépôt, aucune signature ne peut être retirée ni ajoutée. Le Président de l'Assemblée nationale notifie la motion de censure au Gouvernement et en donne lecture à l'Assemblée nationale.
3. La Conférence des Présidents fixe la date du vote de la motion de censure qui ne peut avoir lieu que quarante-huit (48) heures après son dépôt.

4. Le débat est organisé. S'il y a plusieurs motions, la Conférence peut décider qu'elles seront discutées en Commission sous réserve qu'il soit procédé pour chacune à un vote séparé.
5. Aucun retrait d'une motion de censure n'est possible après sa mise en discussion. Lorsque la discussion est engagée, elle doit être poursuivie jusqu'au vote.
6. Après une discussion générale la parole peut être accordée pour des explications de vote dont la durée ne peut excéder quinze (15) minutes par Président de Groupe Parlementaire.
7. Il ne peut être présenté d'amendements à une motion de censure.
8. Chaque député dépose personnellement dans l'urne qui est placée sous la surveillance d'un Secrétaire parlementaire, un bulletin de vote à l'appel de son nom. Il est procédé à l'émargement de la liste des votants au fur et à mesure des votes émis.
9. Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure.
10. L'adoption d'une motion de censure à la majorité des membres composant l'Assemblée nationale entraîne automatiquement la démission du Gouvernement.
11. Lorsqu'en application de l'alinéa 3 de l'article 107 de la Constitution, le Premier Ministre engage la responsabilité du Gouvernement sur le vote d'un texte, le débat est immédiatement suspendu durant vingt-quatre (24) heures.
12. Dans ce délai et par dérogation à l'alinéa premier de l'article précédent, une motion de censure répondant aux conditions fixées par cet article peut être déposée.

13. L'Assemblée nationale se réunit à l'expiration du délai de vingt-quatre (24) heures pour prendre acte, soit de l'approbation du texte, soit du dépôt d'une motion de censure.
14. Il est procédé à la notification, à l'inscription à l'ordre du jour, à la discussion et au vote de cette motion dans les conditions prévues à l'article précédent.

TITRE VI :

DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

Article 132 :

1. La Haute cour de justice est une institution auprès de l'Assemblée nationale. Elle est compétente pour juger le Président de la République en cas de haute trahison et les membres du Gouvernement en raison des faits qualifiés crimes ou délits commis dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. Elle est composée de :
 - quatre (4) députés que l'Assemblée nationale élit en son sein après chaque renouvellement général ;
 - trois (3) magistrats dont un (1) désigné par la Cour de cassation, un (1) par le Conseil d'État et un (1) par la Cour des comptes.
2. La Cour élit en son sein un Président parmi les quatre (4) députés.
3. La Commission d'instruction est composée de trois (3) magistrats désignés par le président de la Cour de Cassation.
4. Les fonctions du ministère public près la Haute cour de justice sont exercées par le Procureur général près la Cour de cassation et un substitut général près ladite Cour.

5. Les membres de la Haute cour de justice sont inamovibles pour la durée de la législature. Ils sont désignés avant la fin de la première session ordinaire de la première législature.

Article 133 :

1. La mise en accusation du Président de la République est votée par scrutin public à bulletin secret à la majorité des deux tiers (2/3) des députés composant l'Assemblée nationale.
2. La mise en accusation d'un membre du Gouvernement est votée dans les mêmes conditions, à la majorité absolue.

Article 134 :

1. La Haute cour de justice est liée par la définition des crimes et des délits et par la détermination des peines résultant des lois pénales en vigueur à l'époque des faits compris dans les poursuites.
2. La loi fixe les règles de son fonctionnement ainsi que la procédure suivie devant elle.
3. L'Assemblée nationale est saisie par le Gouvernement des demandes de mise en accusation dans les conditions fixées par la loi.
4. Pour l'examen de chaque demande de mise en accusation, il est constitué une commission ad hoc de quinze (15) membres désignés à la représentation proportionnelle des groupes.
5. La Commission saisie d'une demande de mise en accusation peut entendre toute personne et rechercher tout élément d'information de nature à éclairer ses conclusions.
6. Elle en fait rapport à la plénière de l'Assemblée nationale.

**TITRE VII :
DU RAPPORT AVEC LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET
CULTUREL**

Article 135 :

1. Le Président de l'Assemblée nationale peut, à la demande de la Commission compétente, saisir pour avis le Conseil Économique, Social et Culturel d'une proposition ou d'un projet de loi.
2. En cas d'urgence, le Président peut fixer un délai dans lequel le Conseil Économique, Social et Culturel devra déposer son avis.
3. Le Conseil Économique, Social et Culturel peut être invité par la Commission compétente à déléguer un de ses membres pour lui exposer son avis sur la proposition ou le projet de loi dont il aura été saisi.

**TITRE VIII :
DISPOSITIONS DIVERSES**

(Les articles 136, 137, 138, 139 et 140 sont déclarés non-conformes à la Constitution par l'Arrêt n° 002/CC/MC du 22 mars 2017).

Article 141 :

1. Le présent Règlement Intérieur peut être révisé à l'initiative du Bureau de l'Assemblée nationale ou sur demande d'au moins un dixième (1/10) des députés.
2. La proposition de révision est adoptée à la majorité des deux tiers (2/3) des membres composant l'Assemblée nationale.

Article 142 :

Le présent Règlement intérieur abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment la Résolution n°2011-003/AN du 19 avril 2011, portant Règlement intérieur de l'Assemblée nationale et les textes modificatifs subséquents.

Fait à Niamey, le

Le Secrétaire Parlementaire

Le Président de l'Assemblée nationale

AMINA SAMINOU LAOUALI

OUSSEINI TINNI